

<https://ricochets.cc/Restez-calme-pour-que-l-ordre-republicain-assassin-et-destructeur-regne-sans-limite.html>



Restez calme, pour que l'ordre républicain assassin et destructeur règne sans limite

- Les Articles -



Publication date: samedi 15 juillet 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Avant que les-vacances, la fête et les bouchons n'effacent complètement des médias dominants les violences d'Etat et l'assassinat de Nahel , quelques actus et analyses.

Les droites se gargarisent d'autorité et d'Ordre, leur fond de commerce, ce qui ne règle rien mais ajoute des couches de violences d'Etat, des chapes de plomb et une colère rentrée qui « ré-explosera » bientôt.

L'Ordre républicain étale ses flics et ses lois autoritaires au service des riches et du capitalisme, tout en générant toujours plus de chaos climatique, social et écologique.

Les divers dirigeants pyromanes ultra-violents exhortent les pauvres, les banlieues et les rebelles à rester calme et soumis, à crever, brûler et souffrir en silence. Les moindres sursauts vitaux ne sont plus tolérés, ils sont interdits et réprimés, l'Ordre des machines et des marchandises doit régner sans limite et sans partage.

Les minorités rebelles vont-elles réussir à s'étendre et à s'organiser toujours mieux ?

Les gauches vont-elles prendre la mesure de la situation globale au lieu de glapir les mêmes insanités que le Pouvoir, ou de rabâcher des lieux communs d'une époque révolue ?

Il est vain pour les non-existants de chercher à exister dans ce système qui les détruit, les exploite et les nie

Pour les puissants, les riches et leurs amis, pour l'Etat et le capitalisme, pour la-république autoritaire anti-démocratique, nous ne sommes rien, juste des numéros, nous n'existons pas, nous ne sommes que de la chair à consommation et à travail substituable. Là où les IA et les robots ne sont pas encore en place ou trop coûteux, le capitalisme consent à maintenir des emplois, les moins payés possibles. Et en cas de guerre nous sommes alors la chair à canon qui engraisse les marchands d'armes et de béton.

Il est vain pour les non-existants de chercher à exister dans ce système qui les détruit, les exploite et les nie. Il n'y aura jamais de place « dorée » pour tout le monde, la pointe de la pyramide hiérarchique sociale est même de plus en plus fine tandis que sa base s'agrandit et se paupérise. D'où la nécessité vitale pour le Pouvoir de multiplier les flics, les drones, les robots-flics et les dispositifs de technopolice pour mater et surveiller cette immense base de riens qui sont toujours susceptibles de se révolter malgré la propagande des médias militants des milliardaires et l'endoctrinement scolaire massif. En parallèle, les extrêmes-droites et autres néo-fascistes sont là qui grouillent prêts à essayer d'instaurer un régime encore pire au cas où les riens réussissaient vraiment à résister et à se révolter.

Pour exister et décider de leurs vies, les riens, les gueux, les sans-culottes, les moins que rien, devront arriver un jour à détruire le Pouvoir au lieu chercher à le prendre.



Ô INTERDICTION DE DÉNONCER LES VIOLENCES POLICIÈRES SOUS PEINE D'AUTRES VIOLENCES POLICIÈRES

Le cycle sans fin vers la dictature.

La préfecture de Paris a interdit une marche contre les violences policières ce samedi 15 juillet dans la capitale. Un recours en urgence a été déposé contre cette mesure. Le juge des référés a rendu sa décision ce midi et a confirmé l'interdiction.

Le gouvernement fait savoir qu'il interdit ce rassemblement ainsi que toute autre « manifestation en lien direct avec les émeutes ». Autrement dit, toute mobilisation suite à la mort de Nahel, contre la répression, ou pour demander justice suite aux crimes policiers est interdite. Sous peine, à nouveau, de subir des violences policières.

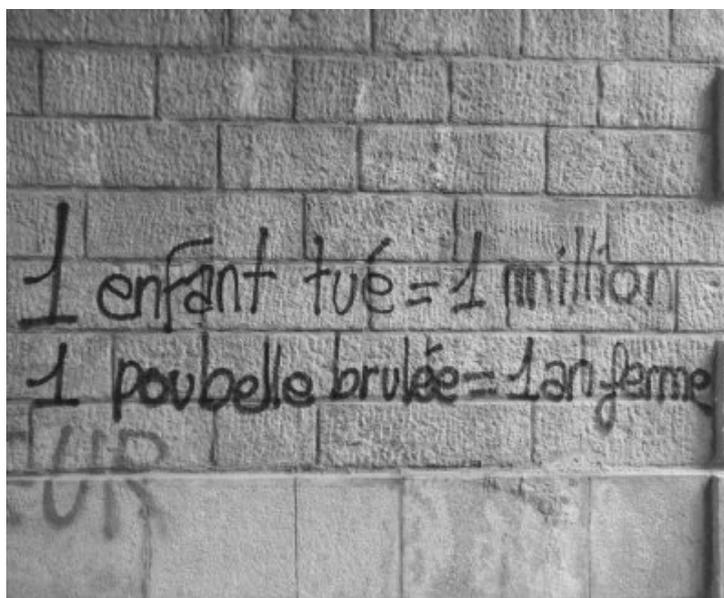
Il y a une semaine, la marche organisée par la famille d'Adama à Paris était attaquée par la police, et le frère du défunt écrasé sous le poids de policiers, interpellé et sévèrement blessé par des coups. Ce samedi, c'est une marche appelée par de nombreuses familles de défunts qui est interdite. Pour ces familles, la violence est extrême. Elle est triple : celle d'avoir perdu un proche, celle de l'impunité des policiers qui les ont tué, celle de ne même pas pouvoir se réunir pour honorer leur souvenir.

Une semaine auparavant, la jeunesse qui se révoltait suite à la mort de Nahel subissait des arrestations par milliers, des tirs de grenades, des munitions de fusils à pompe. Un mort, deux hommes dans le coma, plusieurs éborgnés en trois nuits. Et combien d'autres victimes inconnues ?

En France, il n'y a même plus besoin d'état d'urgence ou d'antiterrorisme pour instaurer des pratiques de dictature

Le gouvernement organise une voie sans issue. Plus sa police est violente, plus il l'autorise à être violente. Plus la répression provoque des réactions indignées, plus il déploie davantage de répression pour les faire taire. Nous avons désormais des brigades antiterroristes et des blindés dans les rues. Une escalade kafkaïenne.

En France, il n'y a même plus besoin d'état d'urgence ou d'antiterrorisme pour instaurer des pratiques de dictature. C'est en train de devenir la nouvelle normalité.



Restez calme, pour que l'ordre républicain assassin et destructeur règne sans limite

LES MURS ONT LA PAROLE

Un tag vu à Nantes, près du commissariat central, synthétise la barbarie de l'époque.

ï Ces derniers jours, les peines de prison ferme pleuvent sur celles et ceux qui ont osé se révolter contre l'ordre policier et le racisme. Des années d'enfermement, distribués à la chaîne, pour un petit vol, une poubelle brûlée ou un feu d'artifice.

ï En parallèle, l'agent assermenté et payé par l'Etat qui a exécuté un jeune mineur d'une balle en plein cœur est millionnaire, récompensé par une cagnotte lancée par l'extrême droite et relayée par les réseaux policiers.

L'inversion des valeurs, l'ensauvagement, la décivilisation, c'est ça.

(posts de Contre attaque)

Cagnotte de solidarité pour les familles des interpellés

Cette cagnotte a été créée en soutien aux familles des personnes interpellées lors des révoltes qui ont éclaté suite au meurtre de Nahel. Les dons serviront à les soutenir dans les frais de défense juridique, en aucun cas les amendes éventuelles .

Cette cagnotte a été créée par le pôle logistique de la Legal Team Antiraciste composé de personnes militantes issues de quartiers populaires qui ont à cœur d'aider ces personnes et leurs familles.

► <https://www.cotizup.com/legalteamantiraciste>



Restez calme, pour que l'ordre républicain assassin et destructeur règne sans limite

Analyses

- [Où situer « l'extrême gauche » ? - Réflexions sur les nuits d'émeutes](#)

Les nuits d'émeutes qui ont succédé au meurtre d'un jeune homme de dix-sept ans par un policier dans l'exercice de ses fonctions ont mis en évidence l'antagonisme idéologique dit de « droite » et de « gauche » : à « droite », on justifie plus ou moins l'acte du policier, on s'indigne du comportement des émeutiers et on appelle à

un retour à l'ordre musclé ; à « gauche », on célèbre plus ou moins la révolte d'une jeunesse immigrée, on dénonce le traitement policier qu'elle subit au quotidien et on appelle à la solidarité avec les « banlieues ».

- [A l'écoute des cris et des paroles des révoltés](#) - Depuis toujours les révoltes des opprimés ont été stigmatisées par les élites dominantes les désignant comme émeutes, tumultes, explosions soudaines et incompréhensibles de foules confuses, haineuses, de masses anonymes sans chef ni tête, de bruits et fureurs terrorisant les honnêtes gens. Dès lors on parle de rage, de colère, de violences des « émeutiers » inexplicables et inexcusables. La disqualification de la révolte, la criminalisation des révoltés servant à légitimer leur répression. Regardons les événements et les séquences rapides de cette révolte de fin juin 2023, en France, dite révolte des banlieues.
- [« Il n'y a plus rien à piller »](#) - Depuis un peu plus d'une semaine, les tirs de mortiers dans les grands ensembles se font plus rares. La cacophonie du commentariat, elle, n'a pas cessé : les positions humanistes molles, les appels au calme et à l'esprit Républicain, les réponses sécuritaires et ultra-répressives continuent d'affluer en direction des « colonisés de l'intérieur ». Djimi Diallo expose en trois points ce qui s'est joué au coeur des révoltes de ce début d'été, et ce qu'elles traduisent d'un certain rapport à l'espace, au langage, à la gauche et au désespoir.
- [Mort de Nahel : de l'appel au calme au rappel à l'ordre](#) - La séquence médiatique qui fait suite à la mort de Nahel et aux émeutes dans les quartiers populaires est exemplaire à plus d'un titre. Discussions à sens unique sur des plateaux uniformes, reprise sans distance de la communication préfectorale, sources « non officielles » contestées, pénurie d'analyse et images chocs en boucle ont été les ingrédients d'une soupe peu ragoutante. La plupart des médias ont aussi multiplié injonctions et prescriptions à l'égard de leurs invités qui contestaient la lecture policière et sécuritaire qui s'imposait partout : toute personne refusant d'appeler au calme était automatiquement rappelée à l'ordre.



Restez calme, pour que l'ordre républicain assassin et destructeur règne sans limite

- GÉRALD EST TRISTE POUR LA RÉPUBLIQUE -

« Une journée à attendre en vain des regrets des "responsables" de la NUPES qui défilent dans une manifestation interdite au cri de "tout le monde déteste la police". Quelle tristesse pour la République et pour les femmes et les hommes qui la défendent. »

Voilà le tweet publié dimanche soir par le Ministre de l'Intérieur français. **La veille, il avait fait interdire la marche**

organisée par la famille d'Adama Traoré pour commémorer son décès. Alors que tout était calme, des policiers avaient tabassé le frère du défunt avant de le mettre en garde à vue. Des journalistes ont aussi été violentés, le tout filmé et diffusé sur les réseaux sociaux. Dans n'importe quel pays voisin, ce serait un scandale national et le ministre sauterait. En France, ce sont les quelques élus de gauche qui ont eu le courage de participer à cette marche qui sont insultés et menacés. Darmanin est donc « triste pour la République » à cause de députés de la NUPES marchant pour la justice. En revanche, Darmanin n'a pas émis la moindre condamnation ni eu le moindre message de tristesse pour :

- ▶ L'attentat fasciste contre le maire de Saint-Brévin en février dernier
- ▶ Le tract du syndicat policier Alliance parlant d'une « guerre » contre les « nuisibles » et menaçant ouvertement le gouvernement
- ▶ La cagnotte ignominieuse lancée par l'extrême droite pour récompenser le tueur de Nahel
- ▶ Les coups sur le frère d'Adama Traoré et les violences contre les journalistes
- ▶ Les dizaines d'attaques d'extrême droite commises ces dernières semaines à Angers, Saint-Brieuc, Lyon ou Chambéry.

Darmanin n'a pas non plus ressenti de « tristesse pour la République » lorsqu'il manifestait avec des syndicats policiers qui hurlaient autour de l'Assemblée Nationale que « le problème de la police, c'est la justice » et réclamaient le permis de tuer.

Ce ministre a décidément la tristesse sélective.



Censure généralisée des réseaux sociaux commerciaux en vue, avec effacement de tout appel à la révolte
Réécriture de l'actualité en fonction des besoins du ministère de la répression

ñ GUERRE PSYCHOLOGIQUE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

- ▶ Utilisation "d'influenceurs" et censure de contenus pour endiguer les émeutes

La contre-insurrection est une méthode de répression théorisée par l'État français depuis la Guerre d'Algérie. Cette doctrine politique et militaire vise à obtenir le soutien de la population dans le cadre d'un conflit entre les autorités et

leurs adversaires. La guerre contre-insurrectionnelle repose sur deux principes : frapper le plus violemment possible les opposant-es et, en parallèle, les isoler en menant des actions de propagande pour obtenir l'adhésion des habitant-es. Cette guerre dans les esprits est autant, voire plus importante que la guerre sur le terrain militaire. Il s'agit « d'opérations psychologiques », ou « psy-op ». Cette doctrine a été utilisée lors des guerres coloniales et anti-communistes, puis exportée dans de nombreux régimes autoritaires. Elle est désormais appliquée partout.

Récemment, nous avons vu des manifestant-es et même des passant-es plongés dans le coma après des tirs policiers, deux tués en quelques jours par la police, des unités anti-terroristes envoyées dans les rues, des centaines de peines de prison ferme. Voilà pour la répression violente, militaire.

Nous avons aussi vu tous les grands médias mainstream, à l'unisson, salir les révoltes, mentir avec acharnement, diffuser en boucle la parole policière. Voilà pour la propagande. **Mais cela ne suffit pas : il y a désormais les réseaux sociaux, qui jouent un rôle d'influence de plus en plus important.**

Le gouvernement français tente donc de censurer et contraindre les réseaux sociaux. Il a convoqué à l'Assemblée Nationale les responsables de différentes plate-formes en ligne. Notamment le réseau Snapchat, qui permet de diffuser en temps réel de courtes vidéos, très utilisé par la jeunesse de banlieue.

Ce lundi 10 juillet Sarah Bouchahoua, responsable des affaires publiques Snapchat France, intervenait devant des parlementaires. Elle déclarait à propos de la révolte suite à la mort de Nahel :

« Plusieurs de nos créateurs de contenus ont pris la parole afin de sensibiliser leurs audiences et appeler au calme ».

« Nous avons travaillé conjointement avec le ministère de l'Intérieur et les différentes autorités pour endiguer le plus rapidement possible les dérapages ».

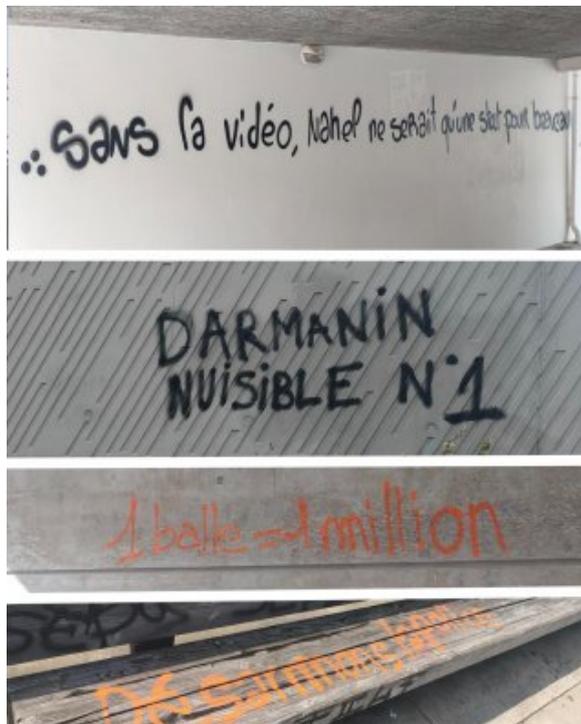
« L'ensemble des story qui étaient publiés sur la map [une carte de France répertoriant les vidéos selon leur lieu de tournage] étaient des utilisateurs de Snapchat qui se plaignaient des émeutes ».

« Nous sommes fiers d'avoir pu collaborer entre le privé et le public ».

Utilisation d'influenceurs rémunérés pour endiguer la révolte, censure des images d'affrontements, mise en avant systématique de vidéos critiquant les émeutes. Il s'agit typiquement d'une manipulation organisée : une « psy-op » contre-insurrectionnelle. L'étau se resserre.

► L'intervention en vidéo : <https://twitter.com/i/status/1678659834286157825>

(posts de Contre attaque)



Restez calme, pour que l'ordre républicain assassin et destructeur règne sans limite

DIVERS

DU MONDE A ANGOULEME LE 8 JUILLET POUR EXIGER JUSTICE POUR ALHOUSSEIN CAMARA TUÉ PAR LA POLICE EN JUIN 2023 QUELQUES JOURS AVANT NAHEL

<https://www.facebook.com/thierry.giner.31/videos/814510500166434>

- [Les fascistes s'organisent en milice dans les rues d'Angers](#) - Suite à leur dissolution, le vernis social des fascistes de l'alvarium/RED n'est plus, retour à la violence sans limites avec le silence coupable des autorités locales, la complicité de la bourgeoisie et la protection de la police.

La Cour des comptes dénonce les dérives du système Macron

Il fait faire le travail des fonctionnaires par des cabinets privés qui le font beaucoup plus mal et pour beaucoup plus cher.

C'est le principe général du privé, autrement dit du capitalisme. Et quand le privé a tout détruit, économie et services, et souvent par une guerre, on renationalise tout, en faisant payer la collectivité. Puis quand tout remarche, on le redonne au privé qui redémolit tout, etc, etc



Restez calme, pour que l'ordre républicain assassin et destructeur règne sans limite Le tueur de Nahel doublement récompensé

Comment Darmanin soutient financièrement le meurtrier de Nahel

Le 29 juin, Darmanin a pris un arrêté de suspension du policier auteur du tir à bout portant sur Nahel. On pourrait penser à un signe d'apaisement face à la colère liée à ce nouveau meurtre policier.

Il n'en est rien ! Il se trouve que cette décision a en fait permis au policier de continuer à être payé malgré son placement en détention provisoire. Cette décision administrative de bienveillance, qui n'a aucun caractère disciplinaire, permet à Florian M, ancien de la CSI 93 et de la BRAV M, de continuer à toucher une rémunération malgré sa mise en examen pour « homicide volontaire » et son placement en détention provisoire intervenu le même jour. « M. Florian M. [...] est suspendu de fonctions à plein traitement à compter de la notification du présent arrêté », est-il indiqué dans l'arrêté. Puis, « l'effet pécuniaire de cette décision est fixé à compter de la notification du présent arrêté à l'intéressé ».

Dans la fonction publique, le but "initial" d'une suspension est d'écarter un agent mis en cause pour protéger le bon fonctionnement d'un service.

Sauf qu'ici, cette mesure est totalement inutile. Mis en examen pour « homicide volontaire » Florian M. ne peut pas travailler et devrait, en principe, se retrouver en « absence de service fait » et donc ne plus toucher son traitement. C'est grâce à cet arrêté de suspension que le ministère de l'Intérieur peut continuer à lui verser un salaire. « La suspension est ici inutile du point de vue statutaire, elle intervient comme une mesure de soutien financier », explique à Libération un fonctionnaire de Beauvau.

Contacté par Libé au sujet de cet arrêté, le cabinet de Gérald Darmanin a simplement répondu « pas de commentaire ».

Il faut dire que la conclusion de cette décision ne nécessite pas de précision de la part de Darmanin et de son ministère. Les choses sont on ne peut plus claires.



Restez calme, pour que l'ordre républicain assassin et destructeur règne sans limite

Jean Fantini, 83 ans, menotté et interpellé en Ardèche, pour avoir critiqué un ministre publiquement !

Plus un jour ne se déroule en France sans plongeon vers un autoritarisme qui devient dictatorial.

Alors que le ministre du Travail, Olivier Dussopt, se rendait à Tournon-sur-Rhône dans le nord de l'Ardèche, Jean Fantini, militant communiste âgé de 83 ans refuse de lui serrer la main et l'invective.

« Je lui ai dit fort, pour que tout le monde entende, que je ne touchais pas la main à un renégat et un traître, à quelqu'un qui défend actuellement une politique répressive, anti-services publics, politique qu'il a pourtant combattu quand il était dans l'opposition » (source France Bleu).

Quelques secondes plus tard, des gendarmes (ou le service d'ordre du ministre selon les versions) lui tombent dessus, le menottent brutalement, le plaquent contre un platane et l'interpellent.

La préfecture prétexte que ces derniers lui auraient sommé de s'éloigner du ministre et qu'il aurait même « renversé une caméra piéton », Laurence Heydel-Grillère, députée suppléante prétend que le comportement de l'octogénaire était violent, une version contredite par les manifestants. Les témoins décrivent Jean comme quelqu'un qui a toujours été pacifique en 60 ans d'activisme.

Dans tous les cas, ce n'est plus une surprise et se contenter d'être choqué ne servira pas à grand-chose. N'importe quel opposant politique s'expose désormais à ce type de répression, et les nombreuses condamnations de l'ONU ou des associations qui tentent de protéger les droits de l'homme n'y changent rien.

÷ Radio France - Alexandre Berthaud

(posts de CND)



Restez calme, pour que l'ordre républicain assassin et destructeur règne sans limite

LE GOUVERNEMENT ORGANISE LE SOUTIEN FINANCIER DU TUEUR DE NAHEL

► Salaire maintenu et prise en charge des frais de justice pour le policier, avec l'argent public

Florian Menesplier, l'ancien militaire devenu policier dans les unités les plus violentes de la police française, l'homme qui a abattu Nahel à Nanterre, manque de soutien selon Darmanin. C'est vrai : il a « juste » toute l'extrême droite et les syndicats de police avec lui, toutes les chaînes de télé qui mentent pour le couvrir, et en prime il est désormais millionnaire grâce à une cagnotte fasciste. Le pauvre homme avait bien besoin d'un coup de pouce supplémentaire de Darmanin lui-même.

Le 27 juin, Menesplier exécutait le jeune homme de 17 ans en-dehors de toute légitime défense. Fait rare, il était placé en détention suite à la diffusion d'images accablantes, prouvant que non seulement il avait tué Nahel de sang froid après avoir dit qu'il lui mettrait « une balle dans la tête », mais qu'il avait en plus menti sur les circonstances du tir dans son procès verbal. Ce qui, pour un agent assermenté, est en soi un crime passible des assises. Seule l'existence de la vidéo a permis de prouver ces actes.

Quoiqu'il en soit, 48h après ce meurtre, le 29 juin, Gérald Darmanin en personne prenait un arrêté bénéficiant à Florian Menesplier : une décision administrative de « suspension ». Concrètement, cet arrêté permet à l'agent de continuer à toucher son salaire malgré sa mise en examen pour « homicide volontaire » et son placement en détention provisoire. « La suspension intervient comme une mesure de soutien financier » déclare même un fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur à Libération.

Le Ministère avait déjà protégé ainsi Yann T. l'agent de la BAC qui avait éborgné le jeune Adnana N. à Brunoy en 2020. Une vidéo avait démontré le caractère criminel du tir, l'agent avait été placé sous contrôle judiciaire, et Darmanin avait utilisé la même méthode pour lui permettre de toucher son salaire malgré sa mise en examen. « Judiciairement, je n'ai pas le droit d'exercer, mais administrativement, ils m'ont suspendu, comme ça, je touche quand même un salaire » s'était amusé l'éborgneur. Des vacances rémunérées pour avoir brisé la vie d'un homme !

Précisons pour les personnes qui ne connaissent pas le fonctionnement de la police que les agents auteurs de violences n'ont même pas besoin de déboursier le moindre sou. Ils bénéficient de la « protection fonctionnelle », c'est-à-dire que l'État paie les meilleurs avocats aux agents qui ont tué ou mutilé. Voilà à

quoi sert l'argent public. Vous commettez des violences en uniforme ? Vous êtes quasiment sûr de ne jamais être condamné, mais en plus l'État prend en charge votre défense : la belle vie ! Les syndicats policiers veillent à ce que cette protection soit « due que vous ayez commis l'infraction intentionnellement ou non ».

Les familles de Nahel, d'Adama, de Rémi, les manifestants éborgnés et des dizaines de victimes de la police, quant à elles, doivent souvent s'endetter pour payer les avocats, les expertises, les frais énormes d'une affaire judiciaire éprouvante qui dure des années.



Restez calme, pour que l'ordre républicain assassin et destructeur règne sans limite

DÉCIVILISATION : LE CRIME PAIE

- À propos de la mise à prix de la vie des habitants de banlieue

« Tuez un adolescent de banlieue, devenez millionnaire ». C'est le message que l'extrême droite a diffusé depuis la mort de Nahel : une mise à prix raciste. Analyse de ce phénomène inédit et révélateur :

4 1.636.200 euros. C'est le montant collecté, en cinq jours par la cagnotte de soutien à Florian Menesplier, l'agent qui a tué Nahel. Selon les réseaux fascistes et policiers qui ont massivement relayé cette cagnotte, le tueur n'aurait « fait que son travail ». Lundi 10 juillet, Libération révélait d'ailleurs que l'homme mis en examen pour homicide volontaire continuait à être payé sur décision de Darmanin. Le 13 juillet, la plateforme Gofundme annonçait que la somme récoltée avait été versée à la famille du policier. Elle est désormais millionnaire. Florian Menesplier pourra vivre confortablement sans avoir besoin de travailler pour le restant de ses jours. En tuant, il a touché le jackpot. La mère de Nahel, elle, a perdu son fils à tout jamais.

4 Si les mots ont un sens, la « décivilisation », « l'ensauvagement », c'est précisément cela. Des milliers de personnes qui récompensent un policier raciste pour avoir tué un jeune de 17 ans.

4 La cagnotte avait été lancée par Jean Messiha, un énarque fasciste devenu chroniqueur de Cyril Hanouna. Si son initiative a aussi bien fonctionné, c'est grâce au tremplin médiatique offert par Bolloré. La cagnotte a été

diffusée simultanément par les canaux traditionnels d'extrême droite, par les réseaux du parti de Zemmour et par les puissants groupes Facebook de policiers. Un groupuscule néo-nazi l'a même partagée en expliquant qu'il fallait soutenir cette « cagnotte génocidaire ». Ce sont leurs termes. Ces gens trouvent positif de financer l'extermination des non-blancs par la police.

4 Plus d'une centaine de dons dépassent les 2000Euros. En pleine crise sociale, en pleine explosion de l'inflation, alors que la misère explose, des bourgeois ont versé des milliers d'euros pour subventionner un homme qui a regardé un ado dans les yeux en le menaçant de lui loger une « balle dans la tête », avant de presser sur la détente. S'il y a une « décivilisation », elle est bien là.

4 Le 23 août 2020 aux USA, dans la ville de Kenosha, un policier blanc tire à sept reprises dans le dos d'un Afro-Américain, Jacob Blake. Des émeutes éclatent. Des milices blanches armées jusqu'aux dents se rendent dans le centre-ville, soi-disant « pour protéger les biens ». Parmi les miliciens, un jeune adorateur de la police de 17 ans : Kyle Rittenhouse. Il parade avec son arme automatique alors qu'il n'a pas l'âge légal. Des manifestants s'approchent de l'individu armé. Il tire. Joseph Rosenbaum, 36 ans, est abattu. Puis Anthony Huber, 26 ans, qui s'approchait avec un skateboard, reçoit une balle dans le bras. Kyle Rittenhouse repasse, arme au poing, devant la police, sans être inquiété, et rentre tranquillement chez lui. Il sera interpellé calmement le lendemain. Et acquitté un an plus tard. Entre-temps, les réseaux Trumpistes lancent une cagnotte de soutien pour payer sa caution : 2 millions de dollars sont récoltés.

En 2012 en Floride, un vigile tue le jeune Afro-Américain Trayvon Martin, 17 ans, non armé. Il mettra son pistolet en vente aux enchères. En quelques heures, les prix s'envolent à plusieurs centaines de milliers de dollars. L'arme qui a tué un noir fait fantasmer les racistes. Si la décivilisation devait être illustrée, ce serait sans doute ainsi.

4 Une partie de ce pays est descendue au même niveau que les bas-fonds de l'extrême droite suprémaciste nord-américaine. Nous n'avons rien en commun avec ces gens. Nous ne sommes pas du même monde, pas du même camp, ni de la même classe. Pas du même peuple. Le séparatisme n'est peut-être pas une « menace » contre la République. Lorsque le fascisme s'installe et qu'une partie de la population subventionne la mise à mort, la désertion et la séparation devient une nécessité.

4 Et que dire de tous ces concerts d'appels au calme au moment du grand incendie qui a suivi la mort de Nahel ? Ces chanteurs, footballeurs, imams et influenceurs qui exigeaient que les révoltés « rentrent chez eux » pendant que la police quadrillait les rues ? Des choristes de la passivité et de la résignation. Toutes les personnes qui ont « appelé au calme », si elles ne mettent pas en même temps toute leur énergie pour obtenir justice et enrayer les violences policières, sont complices. Elles n'auront servi qu'à la victoire de l'ennemi. **« Si tu es neutre en situation d'injustice, alors tu as choisi d'être du côté de l'opresseur ».** Desmond Tutu.

4 « Comment se construit-on dans ce contexte où l'on se fait constamment cracher dessus ? » demande Ayoub Simour pour le Bondy Blog. La souffrance de la jeunesse issue de l'immigration est totale, encore plus ces derniers jours. Les adolescent-es qui sont descendu-es dans les rues après la mort de Nahel n'ont connu que la violence sociale de Macron, que les envolées racistes de Zemmour tous les jours à la télévision, que la police militarisée.

4 La révolte n'a été défaite que par les milliers d'arrestations et de personnes blessées. Comme le mouvement sur les retraites avant lui. Et la bataille de Sainte-Soline. Et les Gilets Jaunes. **Nos ennemis ont parfaitement compris leurs intérêts communs. Milliardaires propriétaires de médias, Macronistes, syndicats policiers et fascistes savent faire bloc pour construire leur société cauchemardesque. Pour nous écraser. En face, nous restons faibles, morcelés, divisés. Seul un front des damnés de la répression et du racisme, un front résolu et solidaire des différentes forces qui résistent, sans « désolidarisation » et quête de « responsabilité » médiatique, peut encore empêcher l'obscurité.**

(posts de Contre Attaque)



Restez calme, pour que l'ordre républicain assassin et destructeur règne sans limite Laissez vous dominer et brûler calmement et en bon ordre

Darmanin aime les pauvres, s'ils sont bien soumis

Le saviez-tu ? Prétendre que le pillage pourrait être lié à la pauvreté, que les pauvres pourraient être amené-es à voler (ou à se révolter) à cause de la pauvreté, selon Gerald Darmanin, c'est faire insulte aux pauvres !

Darmanin, lui, il respecte les pauvres, leur amour de la pauvreté, du dur labeur, leur amour pour les lois qui les maintiennent dans la pauvreté. Le bon pauvre, le pauvre digne, c'est celui qui ne vole pas, qui ne pille pas, qui ne se révolte pas, qui travaille dur, qui respecte la propriété privée et les règles du capitalisme.

Quand les bourreaux des pauvres prétendent les respecter et prendre leur défense. À vomir.

► <https://www.facebook.com/763992522/videos/127090280397482/>

LA FRANCE EST UN MOTEUR A EXPLOSIONS

Il est important de comprendre ce qui vient de se passer politiquement depuis l'assassinat de Nahel car l'intelligibilité de ce court épisode va définir la possibilité d'action dans la période à venir.

Il faut d'abord bien avoir en tête que la révolte explosive des jeunes de banlieue juste dans la continuité des mobilisations populaires massives de 5 mois contre la réforme des retraites a ouvert une opportunité formidable par leur alliance possible pour mettre à terre le régime de Macron et ouvrir une brèche importante contre son monde, contre le système capitaliste.

Cette explosion des quartiers dans le contexte particulier du mouvement des retraites a déclenché une peur immense des possédants et de l'ordre établi. En conséquence et du fait conjoint de la désaffection politique de la gauche, ça a aussi déclenché une violence tout aussi immense contre les prolétaires sous forme de déferlement de haine raciste contre les jeunes de quartier de la part tout l'establishment politique ou institutionnel. Mais en même temps, cette haine n'a pas réussi à prendre la forme de milices fascistes de rue de masse ni même de manifestations malgré les efforts de l'extrême droite pour cela, montrant au fond la faiblesse de la réaction.

Ces deux aspects résument la situation.

Macron a bien exprimé la peur de sa classe sociale.

Sa première réponse au crime raciste de Nahel par un policier pour tenter d'empêcher l'explosion à venir des quartiers et la possibilité de leur union avec le mouvement social dont les braises n'étaient pas encore éteintes, a été très défensive. Il a ainsi dénoncé une faute inexcusable de ce policier tandis que Darmanin menaçait de dissolution le syndicat policier d'extrême-droite « France police -policiers en colère » qui se félicitait du crime. Tout cela, parce qu'à ce moment, de son côté, la mère de Nahel appelait à manifester pour exiger justice pour son fils et qu'en même temps des secteurs militants dont les collectifs contre la dissolution des Soulèvements de la terre, appelaient aussi à manifester contre les violences policières, le racisme policier et pour exiger la démission de Darmanin. Dans ce très court moment, tout le monde a senti la peur de Macron, parce que la continuité paraissait évidente entre les violences policières contre les écologistes de Sainte Soline, celles contre les manifestations en soirée des jeunes qui dénonçaient la fin de la démocratie par le 49.3 et les entraves au vote des députés, additionnées dans le même moment par la dissolution des « Soulèvements de la terre », les menaces sur ATTAC, Extinction Rebellion, Dernière Rénovation et la Ligue de Droits de l'Homme en même temps que l'agrément enlevé à Anticor.

Il était clair que toutes ces répression participaient du même principe de protection de l'ordre capitaliste et qu'elles pouvaient unir une riposte commune. Et cela d'autant plus que massivité des mobilisations pour les retraites se terminait avec l'idée pour beaucoup qu'il fallait être plus radical. Or cette radicalité était exprimée dans l'explosion de colère de la jeunesse prolétarienne des quartiers. La jonction était possible. Ce qui aurait été un pas considérable dans la prise de conscience révolutionnaire.

Ainsi, au moment où Macron a eu peur, pendant un court moment, la révolte des jeunes a paru légitime à beaucoup, qu'elle prenne la forme de rassemblements, de manifestations, de marches blanches ou de révoltes urbaines, face à la violence quotidienne du traitement policier des quartiers populaires, une situation d'oppression pour les jeunes prolétaires de quartiers dans laquelle la relégation sociale et spatiale se combine avec les préjugés et les violences racistes systémiques. C'étaient nos enfants, notre classe qu'on assassinait dans le meurtre de Nahel.

Mais ce fut un très court moment, car c'est là, où une nouvelle fois, l'essentiel de la gauche syndicale et politique a sauvé le système et Macron, comme elle l'avait déjà sauvé après le formidable regain de mobilisation des retraites le 1er mai à qui elle n'a pas voulu donner une suite sinon beaucoup trop lointaine le 6 juin puis plus rien avant octobre.

Aux premiers soulèvements dans les quartiers, il aurait en effet fallu appeler à une grande mobilisation nationale pour exiger justice pour Nahel, dénoncer le crime raciste et la menace de coup d'Etat des syndicats de police Alliance et UNSA, exiger au moins la démission de Darmanin, en soulignant la continuité des violences policières depuis le mouvement des retraites, Sainte Soline, ainsi que les atteintes à la démocratie, la dissolution des Soulèvements de la terre, en montrant que c'était la même politique d'écrasement des classes populaires. C'est cela qui aurait pu donner une expression politique à la colère des jeunes en leur donnant aussi directement la parole, puisque certain d'entre eux et leurs parents, avaient participé au mouvement des retraites.

Mais c'est tout le contraire qui a été fait, avec des conséquences désastreuses.

La CFDT, le PS et le PCF, au lieu de dénoncer la police ont dénoncé la violence des jeunes, comble de l'ignominie, le PCF allant jusqu'à soutenir le projet de Macron de fermer les réseaux sociaux..Ils ont également dénoncé LFI lui reprochant de ne pas vouloir appeler les jeunes prolétaires au calme tandis que la CGT faisait un communiqué très mou et que d'autres, au mieux, affichaient un paternalisme pleurnichard à l'égard des jeunes soulignant le caractère émeutier et apolitique de la révolte des jeunes alors que justement elle était très politique même si elle n'avait pas les outils organisationnels pour le faire entendre. Alors, évidemment, voyant la désolidarisation d'une grande partie de la gauche avec les jeunes, la police, l'extrême droite, la presse des milliardaires et le gouvernement se sont engouffrés immédiatement dans cette brèche inespérée, pour se lancer dans une campagne hystérique de dénonciation des destructions d'écoles, de transports par les jeunes et de soutien aux forces de police et à leurs violences jusqu'à une cagnotte pour le policier criminel.

Cette démission de la gauche syndicale et politique a réinvité l'extrême droite dans la situation après ce long épisode de mobilisation sociale de 6 mois où elle en était absente, lui permettant d'exercer une pression sur toute la société en donnant là l'occasion à tous ceux qui n'ont pas manifesté pour défendre les retraites de crier leur haine raciste, de servir de supplétif de police et d'exercer cette pression de division contre le front

de ceux qui se sont battus pour les retraites.

L'emprise policière croissante liée à celle de l'extrême droite sur les institutions de la société n'a pas d'autre fondement que la réorganisation autoritaire du pays et le maintien d'un ordre toujours plus inégalitaire. C'est une réponse à la mobilisation sociale qui est croissante et ininterrompue depuis 2016. En même temps que celle-ci, on observe depuis cette date, l'irruption régulière de mobilisations policières de rue et de manière plus marquée en 2019, 2020, 2021 et maintenant encore en juillet 2023 avec des menaces réitérées de coup d'État ou de guerre civile. Leur but affirmé est de faire pression sur les autorités politiques afin de se passer de plus en plus des contraintes de la légalité pour aller vers une police qui se fait justice elle-même, vers des escadrons de la mort. La loi "permis de tuer" de 2017 est le produit de cette pression sur le gouvernement Hollande. Les attaques mêlant police et fascistes contre les grévistes de Vertbaudet en sont une autre illustration. Et les déjà plus de 350 condamnations de jeunes de quartiers à de la prison ferme sont l'expression du caractère que prend cette lutte de classe.

Au delà, de l'émotion suscitée par la pression de l'extrême droite dans cet épisode, du recul de conscience momentané et du dégoût décourageant ressenti autour de cette cagnotte policière, il faut bien mesurer la situation. Ce n'est pas un changement de période mais juste une pause dans cette période de montée des luttes et des consciences.

La tentative de mobilisation par les maires pour appeler au calme dans laquelle aurait pu s'engouffrer la droite et l'extrême droite a été un fiasco. Il n'y a pas eu de tentative de l'extrême droite de mobiliser largement, autour par exemple de la protection des petits commerces ou écoles. Les petits groupes d'extrême droite auraient pu essayer de trouver un soutien populaire contre les jeunes. Ils ne l'ont pas réellement fait ni trouvé quand ils l'ont tenté comme à Angers ou Chambéry. Le dégoût contre la cagnotte qui allait trop loin a provoqué un certain retournement de l'opinion.

Dans cette situation, les rassemblements et manifestations du 8 juillet appelées par la gauche, sauf bien sûr PS et PCF qui persistent dans leur indignité, (et celles annoncées des 14 et 15 juillet), certes trop tardives et sous forme souvent de supplique d'appel au calme à Macron (!) et pas de soutien politique à la révolte des jeunes ni même d'exigence d'une amnistie pour tous les jeunes condamnés, contribuent quand même à mettre un frein à la propagande d'extrême droite tandis que parallèlement le procès de la police et de ses méthodes s'ouvre.

Cet épisode doit servir d'avertissement. Le danger fasciste existe. En même temps, les petits groupes fascistes restent des petits groupes n'ont pas trouvé d'audience pratique de masse dans cet épisode. Les électeurs du RN ne sont pas passés aux actes. Une partie d'entre eux était plutôt dans les manifestations des retraites. C'est un avertissement en même temps sur les limites de la gauche institutionnelle dans cette période où la bourgeoisie cherche à se préparer aux explosions de colère populaire -on le voit encore avec le JDD donné à l'extrême droite - dont elles ont eu un avant-goût et qui ne tarderont pas à reprendre rapidement, encore plus fortes, encore plus déterminées vu que Macron ne va pas cesser ses attaques sociales.

La France n'est pas le pays des Droits de l'Homme, c'est d'abord le pays des révolutions. Et c'est le pays des révolutions parce qu'elle a toujours été en Europe depuis le Moyen-âge le pays où la réaction est la plus forte et la plus violente. Ne l'oublions pas. C'est un moteur à explosions, pas un long fleuve tranquille.

Jacques Chastaing, 8 juillet 2023